

Le gouvernement maintient sa contre réforme des retraites, Les appareils syndicaux, dont celui de la FSU, refusent d'affronter le pouvoir et lui laissent tout loisir de la faire adopter par la majorité UMP au Parlement

Au lendemain des importantes manifestations du 7 septembre, Sarkozy déclarait sans ambages qu'il ne reviendrait pas sur sa « réforme », tout en saisissant la main tendue par Chérèque depuis plusieurs jours pour intégrer à sa loi quelques modifications cosmétiques.

Comment arracher le retrait de ce projet sans affronter, vaincre, le gouvernement ? Comment y parvenir sans dresser contre lui la force des travailleurs, sans centraliser cette force, opposer à la « majorité » UMP le rassemblement des victimes de sa politique en une gigantesque manifestation devant et contre l'Assemblée nationale, le jour du vote de ce projet, pour l'interdire ? La participation massive de plus de 2,5 millions de travailleurs aux manifestations du 7 septembre montre que les travailleurs auraient massivement répondu à un tel appel si les directions syndicales l'avaient lancé.

C'est la position qu'a défendue notre tendance au Bureau National de la FSU. Toutes les autres tendances s'y sont refusées.

Quelques heures plus tard, « l'intersyndicale » Thibault-Chérèque et consorts, dirigeants FSU inclus, accouchait d'un appel ... à une capitulation sur toute la ligne.

Refusant d'affronter le gouvernement, refusant en conséquence le mot d'ordre de « retrait » du projet de loi qui contient en germe cet affrontement, l'intersyndicale a décidé une nouvelle « journée d'action » pour le 23 septembre, et entre-temps d'une journée « d'interpellation » du gouvernement, des députés et de Sarkozy pour le 15 septembre, jour prévu du vote du projet de loi par l'Assemblée nationale.

C'est assurer par avance le gouvernement et ses députés que leur 'légitimité' n'est nullement remise en cause par l'intersyndicale, bien au contraire : elle la réaffirme de la plus ostensible des façons. Quant à la journée du 23, elle n'a à l'évidence pour fonction que de constituer un point final à une « contestation » soigneusement bornée et limitée, pendant de la concertation qui n'a jamais cessé depuis des mois entre gouvernement et ses « partenaires sociaux ».

La première des conclusions de cette situation est que, pour ne plus être les jouets d'une « intersyndicale » constituée en défense du gouvernement Sarkozy et du capitalisme en crise, les travailleurs, et notamment ceux de la fonction publique et de l'enseignement public, auront à lutter pour se réapproprier leurs organisations syndicales, en cherchant à briser leur collaboration permanente avec le gouvernement. C'est ce à quoi entend œuvrer le courant Front Unique qui invite les personnels, les syndiqués à s'associer à son combat.

Intervention d'Y.Breda pour la tendance Front Unique au Bureau National de la FSU

C'est sur la question de la « réforme » des retraites que se concentre aujourd'hui toute la situation politique en France. Et c'est aujourd'hui, au sein de ce Bureau National et dans l'intersyndicale de ce soir, que les directions syndicales vont prendre une responsabilité décisive.

Les manifestations ont, certes, montré la disponibilité massive des travailleurs pour le combat contre la « réforme » Sarkozy-Woerth. Mais le bilan de la journée d'action – celui de la politique menée jusqu'à maintenant par les directions syndicales – c'est aussi qu'on a pu entendre Woerth, discrédité, conspué, vomé par tous les travailleurs de ce pays, rester droit dans ses bottes et annoncer qu'il ne reviendrait sur aucun des axes fondamentaux de son projet. Et le même Woerth a été ovationné par la majorité UMP à l'Assemblée nationale.

Si tant est qu'il y ait jamais eu la moindre illusion parmi les travailleurs sur l'issue des concertations, force est de constater qu'il ne peut plus y en avoir une seule. Pas la peine de parler du jeu des amendements à l'Assemblée. Si le 15 septembre, le projet de loi est voté sans accroc, ce sera une lourde défaite pour les travailleurs, une victoire pour Sarkozy et son gouvernement. C'est maintenant qu'il faut décider d'empêcher cela.

Alors l'alternative est simple. Soit les directions syndicales décident enfin d'appeler au combat – et cela ne peut passer que par l'appel uni à la manifestation nationale à Paris, à l'Assemblée, sur le mot d'ordre de retrait de la « réforme », pour interdire que ce projet soit voté; soit elles laisseront passer ce vote et cette réforme dans les faits.

Alors je demande qu'il y ait un vote du Bureau National: oui ou non, la FSU appellera-t-elle ce soir à la constitution d'un front unique des organisations syndicales pour le retrait de la « réforme » Woerth, pour une manifestation nationale appelée par ce front unique à l'Assemblée le 15 septembre?

Résultat du vote: 1 pour, 12 contre, 2 abstentions, 10 refus de vote.